

Chimie & parachimie

Un nouveau business modèle

- Foncier, formation, investissement... Les leviers
- Deux écosystèmes en cours de développement
- Le secteur réalise 63,5 milliards de DH de chiffre d'affaires

LES industriels de la chimie et de la parachimie mettent le turbo pour la mise en œuvre des deux écosystèmes («chimie organique» et «chimie verte») signés en décembre 2015. Il ne leur reste que 18 mois pour atteindre les ambitieux objectifs fixés. Ceux-ci, qui n'englobent pas les activités de l'OCP, devront contribuer d'ici 2020 à créer 12.430 nouveaux emplois directs stables et 20.570 indirects, générer un chiffre d'affaires additionnel de 14,6 milliards de DH et une valeur ajoutée



supplémentaire de 3,8 milliards de DH. S'ajoute un volume à l'export additionnel de 9,8 milliards de DH.

Selon Abdelkebir Moutawakkil, président de la fédération de la chimie et de la parachimie (FCP): «le patriotisme économique, associé à des réformes ciblées, rapides et concertées et à une collaboration rapprochée et pérenne entre les pouvoirs publics et la fédération constituent la meilleure réponse attendue pour développer l'industrie chimique nationale. Cela lui permettra de jouer pleinement son rôle dans la création des emplois stables et de la valeur ajoutée économique et sociale». Dans la foulée, plusieurs actions ont été menées. La fédération s'est réunie le 25 juillet dernier avec la tutelle pour faire le point sur l'état d'avancement de ces chantiers. A fin juin, 42% des objectifs ont été réalisés et 31 projets ont été retenus mobilisant 1,7 milliard de DH d'investissements (Cf. L'Economiste du 18/07/2019). Après plusieurs rencontres entre le mi-

Un nouveau business modèle



nistère, la FCP et la cellule animation, des appels d'offres ont été lancés pour la réalisation de quatre études visant à dépasser plusieurs dysfonctionnements. La première concerne l'établissement de la monographie du secteur. Il s'agit de mettre à jour plusieurs indicateurs (inventaire des entreprises selon les filières, agrégats macroéconomiques...) et d'analyser l'évolution du secteur. Les résultats sont attendus pour la fin du troisième trimestre 2019.

La deuxième étude vise à identifier et caractériser une zone industrielle de 1^{re} classe dans les environs du Grand Casablanca. La région souffre d'un manque chronique de terrains industriels de première et deuxième classe. La fédération a mis en place une commission spéciale pour chercher le foncier pouvant être transformé pour abriter des terrains industriels et établissements classés. Le choix a été porté sur la zone rurale de la commune rurale de Sidi El Mekki à Berrechid.

10% des emplois industriels

LES activités liées à la chimie et la parachimie sont très capitalistiques. Le secteur réalise un chiffre d'affaires annuel de 63,5 milliards de DH. Il absorbe 10% des emplois industriels. Il compte 950 entreprises soit 12,5% du tissu industriel. Les principales entreprises du secteur sont: OCP, SCE, Société nationale d'électrolyse et de pétrochimie (Snep), Procter & Gamble, International Paper, Atlas Peintures, GPC, Sevam... Le secteur de la chimie et de la parachimie fabrique 16,1% de la production industrielle. A fin mai, le taux d'utilisation des capacités a augmenté de 3,8 points, précise la note de conjoncture éditée par la Direction du Trésor et des Finances Extérieures. Au niveau de la bourse, la chimie est l'un des secteurs cotés qui aurait tiré le marché des actions vers le bas avec -34,9%, avec ceux des ingénieries et des biens d'équipement industriels (-47%), de la promotion immobilière (-42,2%), des mines (-40,3%), des services aux collectivités (-24,8%) et des assurances (15,3%), confirme le HCP. □

La troisième étude servira à identifier des projets d'investissements dans la région Souss Massa. Elle devra établir une première liste qualifiée d'opérateurs à démarcher et élaborer la feuille de route pour la poursuite de la promotion de la région.

Face au manque de disponibilité du foncier industriel, les professionnels ne

veulent plus s'installer uniquement à Jorf Lasfar. Ils demandent l'ouverture de nouvelles zones. Ils sont déjà en discussion avec les départements concernés dont celui de l'Équipement.

Le quatrième appel d'offres consiste à réaliser une étude d'appui à la réforme du cadre juridique des établissements classés dangereux, incommodes et insalubres. Un projet de refonte du Dahir de 1914 est en cours de discussion avec le ministère de l'Industrie et du Commerce. La FCP a également tenu une réunion avec les représentants du patronat à la chambre des conseillers en vue d'amender ce texte de loi. Les opérateurs pointent du doigt la multitude des textes en vigueur posant un problème de complexité dans leur application et n'encadrant pas le pouvoir discrétionnaire de l'administration avec tous les risques

et dérivés associés, souligne la fédération. Les professionnels se plaignent également de la lourdeur des démarches administratives et de la démultiplication des autorisations, agréments et autres formalités à mener auprès des administrations. Autre frein : le retard des dispositions préétablies, aussi bien par rapport à l'évolution de la législation nationale qu'au regard des réglementations similaires établies à l'étranger. C'est ce qui ressort du bilan fourni par le cabinet Etic Consult retenu par les industriels de la chimie et de la parachimie pour accompagner la mise en œuvre des écosystèmes durant la période 2018-2020.

Pour booster les investissements, les professionnels travaillent avec la direction du Budget depuis mai dernier sur la révision à la baisse du seuil au niveau du contrat-programme. En matière d'IDE, l'accent sera mis sur l'attraction de nouveaux investisseurs étrangers de rang 1, mais «en complémentarité avec les entreprises du secteur, notamment celles proposant les équipements et les services», précise le président de la fédération. Afin de doter les deux écosystèmes chimie de compétences qualifiées, la FCP a établi un inventaire de tous les besoins en techniciens, ingénieurs, cadres administratifs... Les besoins en main d'œuvre s'élèvent à 1.762 personnes en 2019 et 2.282 en 2020. Par ailleurs, la fédération a également participé avec l'OFPPT à la refonte du programme de formation des techniciens en chimie industrielle. □

Nadia DREF



Aller au-delà des objectifs fixés pour les écosystèmes

Le secteur de la chimie et de la parachimie est en quête d'un nouveau modèle de développement. Abdelkebir Moutawakkil, président de la Fédération de la chimie et de la parachimie revient sur les défis à relever pour améliorer la performance.

- **L'Economiste** : Comment se porte l'industrie de la chimie et de la parachimie?

- **Abdelkebir Moutawakkil**: Le secteur de la chimie et de la parachimie couvre un périmètre très étendu. Il est ainsi pourvoyeur de produits de consommation destinés au grand public (produits d'entretien, cosmétique...), fournisseur d'intrants pour d'autres branches de l'économie nationale (agriculture, automobile, plasturgie, pharmacie, bâtiment et construction...) et exportateur de biens. Il compte de grands groupes, à l'instar de l'OCP, l'un des leaders mondiaux sur le marché du phosphate et des produits dérivés et un acteur de référence incontournable sur le marché international depuis sa création en 1920. Il compte également un tissu formé de PME avec certaines limites par comparaison aux leaders à l'échelle mondiale. En conséquence, même si la progression suivie par le secteur est plus que positive, des défis demeurent posés pour bâtir une compétitivité structurelle et asseoir durablement la performance du secteur.

- **Les objectifs fixés pour les deux écosystèmes existants seront-ils atteints dans les temps ? Comment y parvenir ?**

- Les réalisations enregistrées pour les deux écosystèmes en place, à savoir ceux



Abdelkebir Moutawakkil, président de la Fédération de la chimie et de la parachimie (Ph. F. Almasser)

- **Quels sont les points à améliorer ?**

- D'importants enjeux continuent à être adressés. Il s'agit de la levée des freins à l'investissement et à la production industrielle dans le secteur (cadre juridique, foncier...), en capitalisant sur les meilleures pratiques à l'international et en tenant compte des mesures établies par des pays concurrents. Autres défis à relever: la garantie de la régularité de l'approvisionnement des entreprises de la chimie verte en ressources végétales et la réduction de leur dépendance aux importations. S'y ajoute l'optimisation de la structure des prix de revient des industriels en agissant sur les coûts des facteurs, dont certains restent pénalisants au niveau national telle que la composante énergétique. Autres chantiers: la régulation du marché local, la réalisation de transferts de technologie...

cette agglomération pour une totale intégration des filières, des économies d'échelle et le soutien à la taille critique requise pour un rayonnement mondial. De manière plus opérationnelle, il s'agit, en particulier, de sélectionner le site et le foncier devant accueillir l'écosystème projeté, de définir le concept et le phasage d'exécution, d'arrêter les montages juridique, institutionnel et financier de mise en œuvre et enfin d'élaborer la feuille de route pour l'opérationnalisation du projet.

Le second écosystème poursuivi est celui prévu au niveau de la Région Souss Massa. Il œuvrera à valoriser davantage les atouts intrinsèques de la Région et à les transformer en investissements industriels. Ceci passe par une démarche ciblée qui allie la constitution d'une banque de projets d'investisse-

ment et d'une liste qualifiée d'investisseurs pouvant être intéressés par ces projets à une démarche soutenue de promotion des investissements.

- **Comment mettre à la disposition des investisseurs du foncier industriel abordable et bien situé ?**

- La disponibilité d'un foncier industriel adapté constitue un des pré-requis de taille aux nouveaux projets d'investissement et au développement du tissu industriel établi. Cependant, l'implantation des unités industrielles de première catégorie, dont une partie significative relève du secteur, est très pénalisée par la rareté d'un foncier industriel adéquat et par les lourdeurs imposées toujours en relation avec le cadre juridique des établissements classés. Ceci quand bien même notre secteur est particulièrement engagé dans les démarches de développement durable telles que la protection de l'environnement, la responsable care...

Aussi, une offre foncière élargie et compétitive doit-elle être mise en place pour le renforcement des bassins de production existants et pour une meilleure couverture nationale. Ceci passe, notamment, par l'abolition des restrictions d'implantation et du système des dérogations au profit de l'application de cahiers des charges adaptés. Combiné aux réformes juridiques, le dispositif cible contribuera alors de manière forte à libérer le potentiel du secteur national de la chimie et de la parachimie. □

Propos recueillis par
Nadia DREF

Et l'export ?

PLEINEMENT intégré dans le commerce mondial, le secteur de la chimie et de la parachimie a toujours fait de l'export un levier pour assurer sa croissance et démontrer son savoir-faire. En plus des locomotives nationales et de multinationales du secteur, des PME structurées adressent des marchés internationaux, notamment, dans le cadre de niches. Toutefois, les principaux challenges posés par rapport au commerce extérieur tournent autour notamment de la réduction des besoins d'importation, en particulier, pour des matières premières, la substitution à l'importation et la diversification des marchés à l'export. S'ajoutent aussi les offres élargies et de produits à haute valeur ajoutée ainsi que la mise en place de mesures adaptées de l'Etat pour l'accompagnement de l'export, dont celles concernant les coûts logistiques, à l'instar des expériences internationales réussies dans ce domaine. □

de la chimie organique et de la chimie verte, d'une part, et le trend suivi depuis l'avènement du Plan d'accélération industrielle, d'autre part, nous confortent quant à la capacité d'atteindre les objectifs fixés. Nous pouvons même aller au-delà pour des volets comme l'investissement et la valeur ajoutée industrielle. La forte mobilisation de la Fédération de la chimie et de la parachimie et la collaboration active avec le ministère de l'Industrie y contribuent fortement.

- **Les acteurs se concentrent au niveau de l'axe Casablanca-Rabat-Kénitra. Quelle place réservez-vous aux régions ?**

- Les nouveaux écosystèmes s'inscrivent totalement dans le chantier stratégique national de la régionalisation avancée. Ainsi, en plus des hubs lancés par l'OCP (Safi Phosphate Hub, Jorf Phosphate Hub...), deux écosystèmes régionaux ont été priorisés. Le premier se situe aux environs de Casablanca. Sa vocation est de conforter la position de